

14 novembre

Tempête Noël : la CRE intervient

Si la Conférence régionale des élus (CRE) de la Gaspésie-Les Îles se rend à la décision de Québec de ne pas majorer son plan d'aide général destiné aux sinistrés gaspésiens de la récente tempête Noël, l'organisme propose toutefois au gouvernement de revoir son programme afin de l'adapter aux réalités actuelles.

La tempête Noël, qui a causé des dommages de plusieurs millions de dollars à plus de 200 résidences et commerces à Gaspé, à Percé, à Chandler et à Grande-Rivière, s'est transformée en secousse politique depuis que la vice-première ministre Nathalie Normandeau a rejeté catégoriquement la demande des élus locaux de majorer son plan d'aide à l'équivalent, dont ont profité exceptionnellement les sinistrés de Rivière-au-Renard et de Corte-Real cet été.

Le président de la CRE, Bertrand Berger, se rend à l'argumentaire de la ministre selon qui les deux tempêtes ne sont pas comparables.

Par contre, il estime que le programme d'aide régulier du gouvernement «aurait intérêt à être revu pour qu'il soit adapté à de pareilles circonstances et à la réalité, aux normes et aux coûts d'aujourd'hui».

M. Berger se dit prêt «à appuyer politiquement les maires, mais dans le cadre de notre mandat, soit la concertation». [Le Soleil](#)

L'agroalimentaire se développe bien en Gaspésie

La première année du Programme régional de développement de l'agroalimentaire donne de bons résultats en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. La mise de fonds publics utilisée jusqu'à maintenant s'élève à 1 468 353\$ et elle a été presque quadruplée par les agriculteurs s'étant prévalu du programme puisque 63 projets totalisant 7 millions\$ ont été acceptés.

Annoncé en septembre 2006 quand les producteurs agricoles de la région réclamaient depuis 2003 l'instauration d'un soutien aux investissements, le Programme a réellement pris son envol en mai.

L'enveloppe initiale de 2 340 000 \$, créée par quatre ministères et par la Conférence régionale des élus, est déjà utilisée à 60 % alors qu'elle doit durer trois ans. La situation est en partie attribuable au fait qu'un appui financier a été accordé rétroactivement à des projets soumis après septembre 2006.

Présentant ce bilan provisoire, la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, a souligné que le programme constitue une entente unique au Québec, et qu'il est déjà perçu comme un modèle à suivre en matière de

décentralisation et de modulation.

«Les gens sont en mode développement, en mode investissement», résume Louis Bigaouette, directeur régional du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Il note que les 7 millions \$ investis ont créé 18 emplois permanents, 58 emplois temporaires tout en consolidant 211 emplois permanents et temporaires dans les fermes ayant soumis les 63 projets.

Le président de la Conférence régionale des élus, Bertrand Berger, loue l'aspect modulation du programme, qui s'est adapté à la taille assez modeste des fermes gaspésiennes. «Avant, nos entreprises ne pouvaient se qualifier dans les normes provinciales», dit-il.

«La modulation n'est pas seulement à l'échelle de la région, mais des MRC», note Louis Bigaouette. Ainsi, des mesures seront adaptées aux trois MRC où l'agriculture est plus faible, Côte-de-Gaspé, la Haute-Gaspésie et Rocher-Percé.

L'aide moyenne par projet s'établit à 23 307 \$ alors que le projet moyen atteint 111 228 \$. Ce sont les MRC de la baie des Chaleurs (Avignon et Bonaventure) qui ont déposé le plus de projets, 43, pour 5,2 millions \$ d'investissements.

Michèle Poirier, copropriétaire de la ferme Patasol, qui distribue également des aliments, s'est servie du programme pour acquérir une emballeuse fabriquée en Suède et au Danemark. «C'est un investissement d'au-delà de 200 000 \$. Elle va chercher le poids qui lui manque pour compléter le sac. C'est précis, on n'a plus de tendinite et on a même embauché une personne de plus», dit-elle. [Le Soleil](#)

Quais d'escale

Tous sur le même bateau

Une cinquantaine de personnes des régions côtières du Québec assistent, cette semaine, à Gaspé à la 2e rencontre automnale sur l'industrie internationale des croisières.

Le directeur général des croisières du Saint-Laurent, René Trépanier, explique que les villes québécoises doivent collaborer pour développer une offre concertée. « Il y a vraiment un esprit, je dirais, de bonne camaraderie. Il n'y a pas de compétition, les escales se tiennent coude à coude. »

Le directeur de l'Office du tourisme de Gaspé, Stéphane Ste-Croix, explique que la rencontre permet notamment aux représentants de différentes villes au Québec d'échanger sur leurs expériences en matière de transport et de gestion des besoins de la clientèle.

Déjà, 5 bateaux de 2000 passagers ont confirmé qu'ils allaient s'arrêter à Gaspé en 2009. Certains commerçants, comme Claudine Roy, soutiennent cependant que la Ville doit d'abord s'assurer d'avoir les infrastructures pour accueillir tous ces touristes.

« Présentement, on n'est pas près, affirme Mme Roy, et puis je pense qu'il ne faut pas inviter des bateaux à venir tant que nous serons pas prêts. » [Radio-Canada](#)

Îles-de-la-Madeleine

Manifestation chez Mines Seleine

Les négociations ont repris, mercredi matin, entre le syndicat des employés de Mine Seleine, à Cap-aux-Meules, et l'employeur.

La reprise des pourparlers a été marquée par une manifestation d'une quarantaine d'employés. Les travailleurs ont rejeté le mois dernier l'offre patronale.

L'ancienneté est l'un des principaux points en litige. Les employés exigent que la direction tienne compte de l'ancienneté des travailleurs dans les cas d'éventuelles mises à pied.

Le vice-président du syndicat, Yvon Chiasson, travaille à la mine depuis 26 ans. Il rappelle les sacrifices qui ont été fait par les plus anciens travailleurs. « [O]n est les bâtisseurs de la mine. On a failli la perdre en 1995, dit-il, on l'a toute sauvée ensemble. Là, ce n'est pas le temps de nous envoyer chez nous un coup qu'elle marche bien. »

Les Mines Seleine exploitent des gisements de sel aux Îles-de-la-Madeleine depuis plus d'une vingtaine d'années. [Radio-Canada](#)

Voir grand...

Patasol poursuit d'importants projets de développement.

L'entreprise spécialisée dans la production et l'emballage de pommes de terre veut doubler sa mise en marché actuelle.

Lors de l'acquisition de la Coopérative de production maraîchère de Bonaventure en 1999, Martin et Michèle Poirier distribuaient 70 mille sacs de pomme de terre annuellement. Maintenant, c'est plus de 220 mille sacs qui sont distribués à travers la province et au Nouveau-Brunswick. Les propriétaires de Patasol veulent encore augmenter leur part de marché. Leur objectif est d'atteindre une distribution de 400 mille sacs de pommes de terre annuellement.

L'entreprise cherche aussi à percer le marché mexicain qui présente des ouvertures intéressantes. Récemment, Patasol est devenue actionnaire d'une coopérative de producteurs, La Patate Lac-Saint-Jean de Péribonka.

Selon Michèle Poirier, cette transaction rend possible l'expansion de Patasol.

Patasol embauche 15 personnes. En haute saison, ce nombre monte à 30. L'entreprise est présente chez Metro, IGA et Sobey's.

Patasol distribue également les produits de la Conserverie de la Baie à New Richmond ainsi que ceux de la Fromagerie l'Ancêtre de Bécancour. **CIEU-FM**

Désarroi dans l'industrie forestière

Quelques scieries de la région pourraient cesser leur production au cours des prochaines semaines.

Depuis quelques temps, les dirigeants d'usines évaluent régulièrement la situation de leur entreprise. Il faut dire que les temps sont de plus en plus durs dans ce secteur. D'ailleurs, le Conseil de l'industrie forestière parle de désarroi au sein de ses membres.

Dans la Baie des Chaleurs, les 2 seules scieries d'importance encore en opération sont sur le qui-vive. À Nouvelle, Temrex affiche depuis quelques semaines déjà un Avis d'arrêt de production. Le directeur général de l'entreprise, Harold Bérubé, précise que cet affichage ne signifie pas que l'usine va nécessairement cesser ses opérations à court terme. Cette mesure est préventive puisqu'elle évite à l'entreprise d'avoir à donner un préavis de 3 semaines à ses employés, tel que stipulé à la convention collective.

Par contre, Harold Bérubé mentionne que la situation est telle que les évaluations ne se font plus trimestriellement ou même mensuellement :

Du côté de Saint-Elzéar, la Coopérative forestière produit depuis 7 mois après une interruption de 8 mois. Là aussi, la situation est analysée sérieusement. Le directeur Alain Tremblay mentionne que l'usine fonctionne à perte. Les membres de la coopérative seront d'ailleurs appelés à se prononcer au cours des prochains jours sur différents scénarios dont un nouvel arrêt de production qui, comme l'an dernier, pourrait s'étendre sur plusieurs mois. **CIEU-FM**

Violence contre les femmes, rapprochement des 3 communautés

Centr'elles et Femmes en Mouvement, 2 organismes au service des femmes francophones, victimes de violence, viendront en aide aux femmes autochtones et anglophones de la Baie-des-Chaleurs. Elles ont obtenu une subvention de 113 mille dollars. Des activités seront organisées au cours des 3 prochaines années pour créer des liens entre les 3 communautés.

"Je pense que les femmes de la communauté anglophone sont prêtes à vouloir s'impliquer," affirme Hélène Morin coordonnatrice de Femmes en Mouvement.

Femmes en mouvement de Bonaventure et Centr'elles de Carleton ont pignon sur rue depuis plus de 20 ans. Leur expertise va bientôt être transmise aux femmes anglophones et celles des premières nations hors réserve, de Listuguj et de Gesgapegiag. Les besoins ont été déterminés lors de rencontres de cuisine. Un des objectifs est de briser l'isolement.

"Les ressources qu'on a ne sont pas toutes en anglais. Pour elles parfois, c'est difficile d'aller chercher les informations ou le support qu'elles auraient besoin pour faire certaines démarches et améliorer leurs conditions de vie," mentionne Nathalie Babin, coordonnatrice de Centr'elles.

Deux personnes seront embauchées. Leanne Willett-Berthelot interviendra auprès des anglophones. Une femme autochtone sera embauchée. Cent-treize mille dollars leur ont été octroyés par le gouvernement fédéral pour 3 ans.

Le coup d'envoi du projet 'Ensemble, Together, Toqolugwejig' sera donné le samedi premier décembre prochain, à la salle Galgoasiet de Gesgapegiag. Cette journée d'information s'adresse à toutes les femmes des communautés anglophone, francophone et autochtone. Au menu, conférences, kiosques et témoignages sur les ressources offertes dans le milieu, celles qui viennent en aide aux femmes victime de violence. [CHAU-TVA](#)

1,6 M\$

La campagne de financement de la Croix-Rouge permet d'aider une centaine de familles sinistrées de Rivière-au-Renard et Corteréal.

La Croix-Rouge a amassé jusqu'à présent 1 million 600 mille dollars dans le cadre de cette campagne de financement dont l'objectif est de 2 millions et demi de dollars.

La directrice exécutive des opérations locales et internationales pour la Croix-Rouge au Québec, Josée Payant, explique que l'aide financière est versée sous forme de bons de biens et services.

Josée Payant mentionne que l'annonce de contributions de certains organismes permet de répondre aux besoins sans avoir atteint l'objectif de départ.

La Croix-Rouge ré-évaluera son programme au printemps, en fonction des besoins particuliers. [CIEU-FM](#)